



LETTRE D'ACTUALITÉS DÉVELOPPEMENT DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BRASILIA

N° 53 – Semaines du 24 avril au 5 mai 2023

SOMMAIRE

Environnement & Climat

- ❖ Les Etats-Unis annoncent une contribution de 2 Mds USD à la lutte contre la déforestation au Brésil, incluant le Fonds Amazonie.
- ❖ Au Brésil, 160 000 km² de végétation ont été brûlés annuellement entre 1985 et 2022.

Énergie

- ❖ Le gouvernement renforce les exigences de Renovabio.

Eau, Assainissement, Déchets

- ❖ L'Etat de Sergipe annonce la mise en concession de sa compagnie d'eau et d'assainissement (DESO).

Et Aussi

- ❖ Le gouvernement restructure le cadre des PPP, qui pourra bénéficier à 150 projets étatiques et municipaux.

Amazonie & Biomes brésiliens

- ❖ L'étude « *Caminhos para a Amazônia* » recense les initiatives à impact socio-environnemental en Amazonie.
- ❖ Une étude de la revue *Nature* souligne les effets de la hausse des températures sur l'Amazonie.

– Suivi des chiffres sur la déforestation en Amazonie légale –



Environnement & Climat

Les Etats-Unis annoncent une contribution de 2 Mds USD à la lutte contre la déforestation au Brésil, incluant le Fonds Amazonie

A l'occasion du Forum des grandes puissances économiques (FGPE) sur l'Energie et le Climat, **le président Biden a annoncé une contribution de près de 2 Mds USD (1,82 Mds EUR)** en faveur d'initiatives de préservation de la forêt et de lutte contre la déforestation au Brésil.

Sous réserve de l'approbation du Congrès américain, les Etats-Unis pourraient participer à hauteur de 500 M USD (454 M EUR) au Fonds Amazonie d'ici 2030. Créé en 2008 et géré par la Banque Nationale de Développement Economique et Social (BNDES) brésilienne, le Fonds Amazonie vise à financer notamment des actions de prévention, de surveillance et de lutte contre la déforestation, ainsi que de préservation et de gestion durable de l'Amazonie. A sa création, le Fonds Amazonie avait reçu un total de 1,3 Mds USD de dons, dont **93,8% du gouvernement norvégien, 5,7% du gouvernement allemand et 0,5% de l'entreprise brésilienne Petrobras.**

Le président américain a également annoncé un don d'1 Md USD (910 M EUR) pour le Fonds Vert pour le Climat (FVC), mécanisme financier des Nations unies de transfert de fonds des pays les plus avancés à destination des pays les plus vulnérables au changement climatique. Ces financements **pourraient, en partie, abonder le Fonds pour la bioéconomie en Amazonie,** instrument du FVC qui vise à fournir des prêts et subventions aux entreprises des domaines tels que l'agroforesterie, l'aquaculture ou le tourisme vert géré par les communautés indigènes.

Enfin, Joe Biden a fait part de sa volonté de consacrer de nouveaux financements, de l'ordre

de 350 M USD (318 M EUR), aux projets de préservation des forêts tropicales menés dans le cadre de la Leaf Coalition. Fondée il y a un an par les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la Norvège et plusieurs grandes entreprises -dont Amazon, Airbnb et Unilever-, cette alliance a pour objectif de mobiliser 1 Md USD (910 M EUR) pour la protection des forêts. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Au Brésil, 160 000 km² de végétation ont été brûlés annuellement entre 1985 et 2022

Selon un rapport publié par le réseau collaboratif MapBiomas, **160 000 km² de végétation ont été brûlés chaque année au Brésil entre 1985 et 2022,** une superficie équivalente à plus de 5 fois celle de la Belgique. **La végétation primaire a été particulièrement touchée, concentrant 68,9% de ces incendies** (dont 30% ont brûlé de la savane, 27% des champs et 10% des forêts). Le reste des incendies (31,1%) a essentiellement impacté des pâturages. Ces chiffres sont issus d'une cartographie réalisée à partir d'images satellites prises sur la période, analysées à partir de techniques d'intelligence artificielle. **L'Amazonie et le Cerrado, particulièrement vulnérables aux feux de forêt et donc ralentis dans leur processus de récupération, ont concentré 87% de ces incendies sur la période :** 19,20% du territoire de l'Amazonie et 39,9% du territoire du Cerrado ont brûlé entre 1985 et 2022. **En Amazonie, 2022 a été une année « record », avec une superficie de 79 000 km² de végétation brûlée** (soit près de la moitié de la superficie totale ayant brûlée dans le pays). **Les incendies ont eu lieu en majorité dans les Etats du Mato Grosso do Sul (66,5% des surfaces impactées), du Pará (18%) et du Rondônia (5,7%).** (Articles [ici](#) et [ici](#))

Énergie

Le gouvernement renforce les exigences de Renovabio

Le 26 avril, le gouvernement fédéral a adopté un **décret concernant la politique nationale des biocarburants (Renovabio)**. Celle-ci fixe des **objectifs nationaux annuels de décarbonation pour le secteur des carburants**, afin d'encourager l'augmentation de la production et de la participation des biocarburants au sein du mix énergétique des transports, et de compenser l'empreinte carbone du secteur des carburants liée à la commercialisation de combustibles fossiles. Renovabio est ainsi à l'origine du **premier marché carbone réglementé au Brésil -à date réservé au secteur des carburants- via des crédits de décarbonation (CBIOs) émis par les producteurs de biocarburants tels que l'éthanol**. Chaque crédit équivaut à une **tonne de carbone évitée**, et est actuellement négocié au prix de **95 USD** sur le marché. **Pour 2022, les distributeurs**

devaient acquérir 35,98 millions de crédits afin de compenser leur empreinte carbone ; pour 2023, ce nombre sera de 37,5 millions de crédits. Pour mémoire, les émissions nettes de gaz à effet de serre du Brésil se sont élevées à 1 756 M t CO₂ eq. en 2021 ; l'objectif de crédits de décarbonation pour 2023 représente donc 2,1% des émissions nettes du pays en 2021.

En juillet 2022, un décret avait assoupli le délai accordé aux distributeurs de carburant pour prouver le respect des objectifs, pour les années 2022 (jusqu'au 30 septembre 2023), 2023 (jusqu'au 31 mars 2024) et suivantes (jusqu'au 31 mars de l'année n+1). Si le **nouveau décret** publié en avril 2023 par le gouvernement maintient ces délais pour les années 2022 et 2023 -par souci de stabilité-, il **prévoit dès l'année 2024 la fourniture de leurs preuves par les distributeurs de carburant avant le 31 décembre**. (Article [ici](#))

Eau, Assainissement, Déchets

L'Etat de Sergipe annonce la mise en concession de sa compagnie d'eau et d'assainissement (DESO)

L'Etat de Sergipe, au Nord-Est du Brésil, a annoncé que **les enchères pour la mise en concession de ses services de distribution d'eau et de collecte et traitement des eaux usées se tiendront d'ici décembre 2023**. Représentant un **investissement estimé à 7 Mds BRL (1,27 Mds EUR)**, la concession devrait s'étendre sur une période de 35 ans. A date, l'entreprise publique, la **DESO (Companhia de Saneamento de Sergipe)** est présente dans **71 des**

75 municipalités de l'Etat, et 60% de la population de l'Etat a accès à un réseau d'assainissement. Si le projet est encore en cours d'étude par la Banque Nationale de Développement Economique et Social (BNDES), **l'entreprise publique devrait a priori conserver la gestion du captage de l'eau, tandis que le concessionnaire prendrait en charge la distribution d'eau potable et la collecte et le traitement des eaux usées**. Il s'agirait ainsi d'une mise en concession « partielle », sur le modèle de la mise en concession des entreprises publiques CEDAE (Etat de Rio de Janeiro) et CASAL (Etat d'Alagoas). (Articles [ici](#) et [ici](#))

&+ Et Aussi

Le gouvernement restructure le cadre des PPP, qui pourra bénéficier à 150 projets étatiques et municipaux

Le 20 avril, le gouvernement fédéral a présenté un ensemble de 13 mesures visant à améliorer l'accès au crédit -notamment via la réduction des taux d'intérêt- et stimuler les projets structurés sous la forme de partenariats public-privé (PPP). Sur ce dernier point, deux mesures phares ont été présentées. D'une part, le Secrétariat national du Trésor a annoncé que les entités infranationales - Etats, municipalités et entreprises publiques- pourront bénéficier d'une garantie de l'Union fédérale pour la réalisation d'opérations de crédits auprès d'établissements bancaires, en vue de financer des projets de partenariats public-privé (PPP). Ceci vise précisément à renforcer les garanties dans le cadre des PPPs et ainsi parer au risque de défaut de paiement pour le concessionnaire, que les opérateurs privés pointaient

explicitement comme un facteur limitant les investissements privés dans les projets de PPP. D'autre part, un décret serait publié afin de permettre la délivrance de titres de créance exonérés de l'impôt sur le revenu (IR) pour les investissements dans des « projets PPP d'infrastructures sociales et environnementales », couvrant les domaines suivants : éducation, santé, sécurité publique et système carcéral, parcs urbains et unités de conservation (UC), infrastructures culturelles et sportives, logement social et requalification urbaine. Outre les bénéfices sociaux et environnementaux associés, la mesure vise le renforcement des investissements -en particulier privés- dans ce type de projets. Selon le Secrétaire national du Trésor, M. Rogério Ceron, la restructuration du cadre des PPP pourrait bénéficier à 150 projets en cours de structuration à échelle étatique et municipale, et mobiliser des investissements de plus de 100 Mds BRL (18 Mds EUR). (Articles [ici](#) et [ici](#))



Amazonie & Biomes brésiliens

L'étude « Caminhos para a Amazônia » recense les initiatives à impact socio-environnemental en Amazonie

La plateforme collaborative « Partners for Amazon » (PPA) -réunissant l'Agence américaine de développement international (USAID), le réseau Amazon Investor Coalition, le Centre brésilien de référence en innovation technologique (CERTI) et le réseau d'entrepreneurs Quintessa- a publié une étude intitulée « Caminhos para a Amazônia » (« Chemins pour l'Amazonie ») et répertorient les initiatives et organisations ayant un impact socio-environnemental positif en Amazonie.

Ce répertoire identifie 62 organisations (fondations, entreprises, ONG, instituts de recherche, universités), dont la moitié ont été fondées ces 12 dernières années. 59% de ces organisations sont des associations ou entreprises financées par des donations. Leurs sièges sociaux se concentrent dans les Etats de São Paulo (47%), du Pará (35%) et de l'Amazonas (23%). Parmi les organisations citées figurent notamment : Agenda Pública, Ambev, Casa do Rio, Conexsus, Fundo Vale, Idesam, Imaflora, Impact Hub Manaus, Nesst, Saúde & Alegria, Sitawi et Suzano.

Le répertoire dénombre également 66 projets. Parmi ceux-ci, 77% soutiennent des entités du secteur

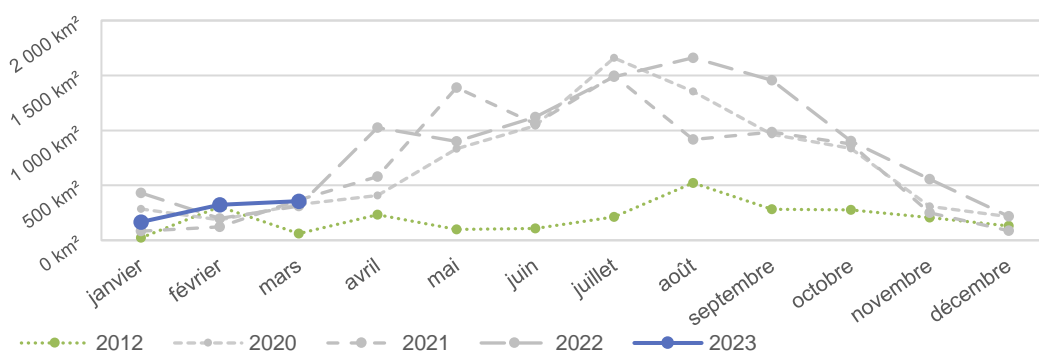
tertiaire ou communautaires, et 97% bénéficient à des populations autochtones ou extractives. Les secteurs d'activité les plus représentés sont la bioéconomie (79%), l'économie circulaire (40%) et la restauration forestière (42%) ; a contrario, les secteurs de l'éducation (18%) et de la santé (10%) font partie des moins représentés. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Une étude de la revue *Nature* souligne les effets de la hausse des températures sur l'Amazonie

Publié le 26 avril dans la revue *Nature*, un article scientifique -mené sous la direction de l'Université de Leeds, par 80 scientifiques sud-américains et européens- analyse les conséquences de la hausse des températures et des sécheresses associées dans le biome amazonien. L'analyse, qui couvre l'ensemble du territoire amazonien -une première scientifique-, indique que les zones forestières de l'Ouest et du Sud de l'Amazonie

(Etats du Rondônia et du Mato Grosso) sont les plus sensibles au risque de sécheresse -et donc d'incendie-. L'étude met également en avant le lien entre sécheresse et déforestation : celle-ci contribue effectivement à la modification des régimes pluviométriques et donc à l'allongement de la saison sèche -en particulier dans le Sud de l'Amazonie-, expliquant la hausse des températures observée. Par ailleurs, l'étude souligne le fait que le stress hydrique amène la forêt, en particulier dans le Sud-Est de l'Amazonie, à ne plus remplir sa fonction de stockage du carbone aussi efficacement qu'auparavant ; l'étude estime que la zone pourrait même devenir émettrice de dioxyde de carbone (CO₂). Face à ces constats, les chercheurs préconisent la poursuite des recherches scientifiques, afin de prévoir des modèles climatiques fiables pour l'Amazonie et ses différentes zones, mais également l'accroissement du contrôle de la déforestation et la mise en place de politiques publiques adaptées. (Articles [ici](#) et [ici](#))

Evolution des alertes à la déforestation en Amazonie légale émises par l'Institut National de Recherches Spatiales



Période du
1^{er} janvier au 21 avril

1 021 km²
en 2023
- 24%
Par rapport à 2022

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international